LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

281

HIVER 2023

1943, REPRENDRE L'OFFENSIVE

L'ENTRETIEN
JEAN MOULIN PAR SYLVIE ZAIDMAN

CAHIER CENTRAL
LA CAMPAGNE D'ITALIE

UNE PUBLICATION DU MINISTÈRE DES ARMÉES : SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DIRECTION DE LA MÉMOIRE, DE LA CULTURE ET DES ARCHIVES

Représentation de la campagne d'Italie. Village de Carpineto. Aquarelle réalisée entre 1943 et 1944 par Roger Jouanneau-Irriera. © Paris - Musée de l'Armée, Dist. RMN-Grand Palais / image musée de l'Armée

1943,
ET L'ESPOIR CHANGEA DE CAMP…

Cette nouvelle livraison des *Chemins de la mémoire* dresse un panorama complet de l'année 1943 et s'inscrit dans la continuité de la série lancée à l'occasion du cycle du 80e anniversaire de la Seconde Guerre mondiale, qui a successivement mis à l'honneur les années 40 à 42.

Les articles rédigés par nos différents contributeurs permettent, à l'occasion de ce 80e anniversaire de l'année 1943, d'évoquer les succès alliés en Tunisie et en Italie, la libération de la Corse et les avancées de l'Armée rouge à l'Est. Ils ravivent également la mémoire des maquis, du développement de la Résistance en France et de la création du Conseil national de la Résistance. La tragique disparition de Jean Moulin et le durcissement de la répression nazie rappellent toutefois que rien, malgré les espoirs d'un prochain débarquement allié sur les côtes françaises, n'est encore acquis en cette année 1943.

Ce premier numéro de l'année 2023 marque par ailleurs l'entrée des *Chemins de la mémoire* dans une nouvelle ère. L'enquête de lectorat, conduite au premier trimestre 2021, a en effet permis de concevoir la maquette que vous vous apprêtez à découvrir. Tout en laissant la part belle à l'iconographie, celle-ci a pour principale vocation d'offrir un meilleur confort de lecture. Si la revue se transforme, elle n'en oublie pas ses traditionnelles rubriques et demeure, à ce titre, une ressource indispensable pour saisir, comprendre et interroger les mémoires de nos conflits contemporains. Que cette (re) découverte vous soit des plus agréables !

Sylvain MATTIUCCI
Directeur de la mémoire, de la culture et des archives

Médaille de la Résistance française (avers).
© Musée de l'ordre de la Libération

CAHIER CENTRAL **281**
La campagne d'Italie

MINISTÈRE DES ARMÉES
Liberté
Égalité
Fraternité

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE
Ministère des Armées
Secrétariat général
pour l'administration
Direction de la mémoire, de la culture
et des archives
Bureau de l'action pédagogique
et de l'information mémorielles
60, boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75700 Paris Cedex 15
Abonnement/résiliation
dmca-cheminsdememoire.redac.fct@intradef.gouv.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Sylvain MATTIUCCI

RÉDACTEUR EN CHEF
Arnaud PAPILLON (BAPIM)

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINTE
Nolwenn DÉAN (BAPIM)

COMITÉ DE RÉDACTION
Maurice BLEICHER (BM2C)
Alexandra DERVEAUX (BPLM)
Catherine DUPUY (ECPAD)
Gilles FERRAGU (SHD)
Laura GARNIER (ONACVG)
Marie-Christine NICOLAS (BPLM)
Guillaume PICHARD (BPLM)
Isabelle SOLANO (SDPC)
Bérénice VALCKENAERE (BAPIM)

RESPONSABLE DE LA VERSION NUMÉRIQUE
Joëlle ROSELLO (BAPIM)

RESPONSABLE DE LA GESTION DES ABONNÉS
Frédéric GUÉNARD (BAPIM)

CHEF DE LA MISSION COMMUNICATION
Florence DUHOT (SGA/COM)

MAQUETTISTE/GRAPHISTE
Pôle Graphique de Tulle (SCA/CIM)

IMPRESSION ET ROUTAGE
Pôle Graphique de Tulle (SCA/CIM)
2, rue Louis Druliolle
CS 10290 - 19007 Tulle Cedex

N° ISSN: 1150-70 55
TIRAGE: 23 000 EXEMPLAIRES
Dépôt légal: 1er trimestre 2023

Le site Internet *Chemins de mémoire* propose des dossiers sur l'actualité mémorielle et des articles historiques pour aller plus loin.
Retrouvez également les anciens numéros des *Chemins de la mémoire* dans la rubrique « Histoire et mémoires ».

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE 281
HIVER 2023

SOMMAIRE

L'ÉVÉNEMENT
Commémorer 1943 — 6/7

LE DOSSIER
1943, REPRENDRE L'OFFENSIVE — 8/13

L'ENTRETIEN
Jean Moulin par Sylvie Zaidman — 14

L'ACTEUR
L'Ordre de la Libération et la médaille de la Résistance — 16

RELAIS
Un musée virtuel à visée pédagogique — 17

CARREFOUR (S) — 18

5

C'est le nombre d'adolescents du lycée parisien Buffon fusillés par les Allemands le 8 février 1943 pour acte de résistance. Engagés depuis 1941 contre l'occupant nazi, ils avaient organisé manifestations, attentats et sabotages avant d'être arrêtés en 1942 par la police de Vichy.

L'AGENDA

JANVIER
27
Journée internationale de commémorations en mémoire des victimes de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité.

MARS
19
Journée nationale du souvenir et de recueillement en mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc.

La Rédaction

COMMÉMORER 1943

Dans le cadre du cycle du 80e anniversaire de la Seconde Guerre mondiale, le ministère des Armées et ses partenaires commémorent les principaux événements survenus en 1943 et rendent hommage aux protagonistes militaires et civils s'étant illustrés pendant cette année cruciale.

1943. Des rives de la Volga aux plages de Sicile, l'armée allemande vacille. Victorieuse à Stalingrad, l'Armée rouge poursuit ses offensives et reprend progressivement les territoires perdus depuis 1941. Rommel cède du terrain en Afrique, où les Alliés ont débarqué l'année précédente. Les bombardements alliés se multiplient sur l'Allemagne, affectant son potentiel industriel et détruisant ses principaux centres urbains. La Résistance, enfin, s'étoffe et s'organise, multipliant les attentats et attirant à elle de plus en plus de réfractaires à l'ordre nazi, en France notamment.

Que reste-t-il, 80 ans après, de cette année décisive où les espoirs changent de camp et où, malgré les souffrances, chacun se prend à espérer une issue prochaine ? Que commémorer ?

Dans le cadre de son programme mémoriel 2023, la direction de la mémoire, de la culture et des archives (DMCA) du ministère des Armées accompagne et soutient, en lien avec ses partenaires, les initiatives qui illustrent le cycle commémoratif du 80e anniversaire de la Seconde Guerre mondiale.

Mémoires locales, nationales et partagées

À l'initiative de nombreux acteurs culturels, associatifs et institutionnels, une riche programmation s'est constituée autour des événements de l'année 1943. Les lieux de mémoire, tout d'abord, sont pleinement mobilisés. Ainsi, la Maison d'Izieu, qui a accueilli de mai 1943 à avril 1944 plus d'une centaine d'enfants juifs pour les soustraire aux persécutions antisémites, proposera à ses visiteurs, à partir d'avril 2023, une exposition à l'occasion des 80 ans de l'ouverture de la Colonie des enfants réfugiés de l'Hérault. Le site, en partenariat avec l'université de Poitiers et l'université Jean Moulin Lyon III, prévoit par ailleurs un cycle de conférences ouvert au grand public, intitulé « Procès et mémoire(s) des crimes de masse », en présence de nombreux chercheurs et doctorants.

La mémoire des arrestations juives de l'année 1943 sera également rappelée sur l'ensemble du territoire national. Outre la journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux « Justes » de France, qui se déroulera le 16 juillet 2023, la ville de Marseille a commémoré, le 29 janvier dernier, les 80 ans des rafles et de la destruction du quartier nord du Vieux-Port, menées par les troupes d'occupation allemandes dans le cadre de l'opération Sultan. Une programmation culturelle est prévue pendant toute l'année à l'occasion de cet anniversaire.

Premier territoire français métropolitain libéré, l'Île de beauté occupe elle aussi une place centrale dans ce cycle commémoratif. À cette occasion, le musée de Bastia a lancé en fin d'année 2022 un appel à collecte dans le cadre de sa prochaine exposition temporaire, prévue à l'été 2023, intitulée « Corsica 39-45 : Les Corses et la Seconde Guerre mondiale ». Ce projet participatif ambitionne de recueillir des objets du quotidien afin de montrer, sous un angle anthropologique, comment les Corses ont vécu le conflit. L'exposition coïncidera de près avec la célébration, les 3 et 4 octobre, des 80 ans de la libération de l'île. Prévues à Ajaccio et Bastia, des commémorations permettront de rendre hommage aux goumiers, aux résistants corses ainsi qu'à toutes les forces ayant pris part à ces opérations militaires.

Enfin, la saison mémorielle 2023 a vocation à s'étendre au-delà de l'Hexagone. À ce titre, la France et l'Italie envisagent par exemple de commémorer ensemble la campagne d'Italie. L'année mémorielle concernera également des territoires ultra-marins avec un hommage, en juin, aux dissidents antillais ayant rallié les Forces Françaises libres de 1940 à 1943.

Le ministère des Armées, un acteur incontournable

Le ministère des Armées, dépositaire d'un patrimoine culturel et mémoriel riche et diversifié, est également l'un des protagonistes majeurs du cycle commémoratif. Les projets les plus éminents portés par des associations, des collectivités territoriales et des établissements scolaires, en France ou appartenant au réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, pourront être soutenus, accompagnés et valorisés à travers l'attribution du label « Actions mémoire 2023 ». Le ministère œuvre par ailleurs à rendre disponibles de nombreuses ressources. En témoigne la publication de ce numéro des *Chemins de la mémoire*, ou encore le prolongement de l'espace numérique consacré au cycle commémoratif. Créé sur le site Internet www.cheminsdememoire.gouv.fr en 2020, ce dernier est régulièrement alimenté avec de nouveaux contenus historiques, pédagogiques et audiovisuels. Il permet également de mettre en avant les actualités de partenaires privilégiés, comme les fondations mémorielles ou les membres du réseau des musées et mémoriaux des conflits contemporains, dont la DMCA assure l'animation.

Les hauts lieux de la mémoire nationale du ministère des Armées seront également au cœur du dispositif mémoriel. Le Mont-Valérien – Mémorial de la France combattante (Suresnes – Hauts-de-Seine), accueillera ainsi le 2 octobre et le 3 novembre deux cérémonies, respectivement en lien avec le 80e anniversaire de l'exécution des otages du 2 octobre 1943 et avec le 80e anniversaire de l'exécution du résistant Bernard Courtault. Une exposition, dédiée à l'histoire et à la mémoire du Mont-Valérien en 1943, est également en prévision. Le Mémorial du débarquement et de la libération de Provence accueillera quant à lui son public à l'occasion de conférences portant sur le Corps expéditionnaire français d'Italie, la rafle de Marseille et la destruction du Vieux-Port, Jean Moulin et le Conseil national de la Résistance, ainsi que la libération de la Corse.

Transmettre aux plus jeunes, un impératif

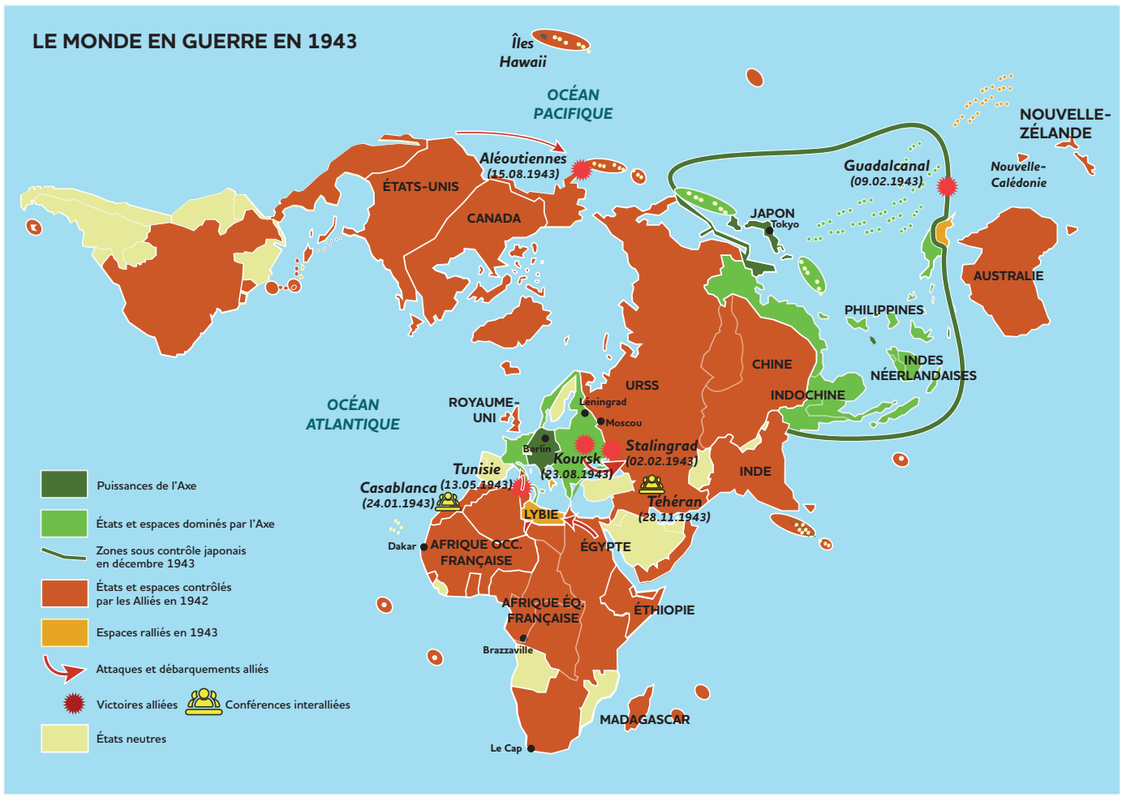
Les programmes scolaires de l'enseignement secondaire, général et professionnel, accordent une large place à l'étude de la Seconde Guerre mondiale. Dans le cadre de ses partenariats avec le ministère de l'Éducation nationale et, au titre de l'enseignement agricole, avec le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, la DMCA met à disposition, sur la plateforme d'enseignement de défense Educ@def, de nombreuses fiches pédagogiques. Celles-ci permettent, par exemple, d'aborder en classe l'histoire des premiers détenus *Nacht und Nebel* arrivés au camp du Natzweiler-Struthof ou celle des goumiers marocains qui se sont illustrés en Corse. De nombreux temps forts sont également planifiés par les lieux de mémoire dans un objectif pédagogique, et plus largement de transmission. Des établissements scolaires seront ainsi, par exemple, amenés à créer un projet sur l'histoire des jeunes de Ballersdorf, fusillés en février 1943 au camp du Natzweiler-Struthof. ■

Le quartier du Vieux-Port de Marseille après son dynamitage par des unités de pionniers de la Wehrmacht, février 1943.
© akg-images/Paul Almasy

Claude d'Abzac-Epezy
Historienne,
chargée de mission
au Service historique de la Défense

1943, REPRENDRE L'OFFENSIVE

Si l'année 1942 marque le tournant de la Seconde Guerre mondiale, 1943 peut être qualifiée d'année de la guerre totale, mais aussi d'année où commence à se dessiner le monde de l'après-guerre voulu par les grands alliés. Pour la France, l'année 1943 est celle de l'unification de la Résistance et des premiers projets pour la France libérée.



Le 24 janvier 1943, lors de la conférence de Casablanca, Roosevelt déclare en présence de Churchill :

« Le monde ne peut retrouver la paix que par l'élimination totale de la puissance de guerre allemande et japonaise, ce qui permet de ramener les buts de la guerre à une formule très simple : la reddition inconditionnelle de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon. La reddition inconditionnelle implique la ferme assurance de voir régner la paix dans le monde, pendant des générations. Elle n'implique pas la destruction du peuple allemand, pas plus que celle des peuples italien ou japonais ; mais elle implique la destruction en Allemagne, en Italie et au Japon d'une philosophie basée sur la conquête et l'asservissement des autres peuples. »

Cette déclaration intervient alors que la défaite finale des puissances de l'Axe devient le scénario le plus plausible, mais que nul ne sait encore combien de temps durera la guerre.

La guerre contre le Japon

Les Japonais ont atteint le maximum de leur expansion territoriale pendant l'année 1942. Leur empire va alors des Aléoutiennes – aux confins de l'Alaska – jusqu'à la Nouvelle-Guinée, proche de l'Australie. À l'Est, ils dominent une grande moitié de l'océan Pacifique et, à l'Ouest, contrôlent l'ensemble de la péninsule coréenne, ainsi qu'une grosse moitié de la Chine avec la totalité de son littoral. La ville de Chongqing, où s'est réfugié le gouvernement du Guomindang dirigé par Tchang Kaï-chek, est la seule grande ville chinoise à n'être pas occupée par les Japonais. En Asie du Sud-Est, ils ont imposé leur puissance sur l'Indonésie (Indes Néerlandaises), les Philippines et l'Indochine française. La Thaïlande est leur alliée et ils combattent les troupes de l'Empire britannique sur le front de Birmanie.

L'année 1943 est pourtant marquée par le début de leur repli : au Sud de cet immense front maritime, ils doivent évacuer Guadalcanal le 7 février 1943, après six mois de combats acharnés qui leur coûtent près de 24 000 morts pour 36 000 soldats engagés (16 000 tués et 4 200 blessés sur les 60 000 Américains débarqués).

En Chine, la bataille de Changde, en novembre-décembre 1943, oppose près de 200 000 soldats dont près de la moitié seront tués ou blessés avant que la ville soit finalement évacuée par les Japonais.

En mer, les Américains étranglent le Japon avec une guerre sous-marine contre leur commerce et les affrontent directement dans de gigantesques batailles aéronavales comme la bataille des Aléoutiennes (24 mars-15 août 1943). À la fin de l'année 1943, l'offensive de MacArthur en direction de la Nouvelle-Guinée contraint l'armée nipponne au repli. Dans le Pacifique-Centre, la stratégie de l'amiral Nimitz est de conquérir progressivement des îles afin de s'approcher suffisamment du Japon pour commencer les bombardements aériens. Il compte, pour y parvenir, sur le tout nouveau B-29 conçu dans ce but et qui commence à sortir en série en juillet 1943 ; il pèse 61 tonnes et peut larguer 8 tonnes de bombes à 6 000 km de sa base, volant à 575 km/h et à 12 000 m d'altitude.

Troupes soviétiques engagées dans la bataille de Koursk à l'été 1943.
© akg-images/Sammlung Berliner Verlag/Archiv

Le front de l'Est

Les Soviétiques ne peuvent participer à cette offensive contre les forces japonaises, même si, le 31 octobre 1943, Staline s'engage à déclarer la guerre au Japon dès la capitulation de l'Allemagne acquise. Ils donnent en effet la priorité au front est-européen où la Wehrmacht a menacé directement Moscou et Leningrad en 1942. En 1943, l'Armée rouge continue d'assumer le poids le plus important de la guerre contre l'Allemagne nazie et poursuit sa contre-offensive entamée en juillet 1942. La poussée irrésistible des Soviétiques est symbolisée par la capitulation de la VI[e] armée allemande du général Von Paulus, à Stalingrad, le 2 février 1943 : 146 000 morts, 130 000 prisonniers. Stalingrad n'est toutefois que le début d'une série de reconquêtes : le Caucase, l'Ukraine et la Crimée sont repris dans la foulée. Le 25 septembre, les troupes soviétiques entrent dans Smolensk et, le 6 novembre, dans Kiev.

À Koursk, en juillet, la Wehrmacht tente une dernière fois de retourner la situation en sa faveur en lançant une gigantesque offensive de blindés, mais les forces soviétiques, deux fois plus importantes, conduisent cette opération à l'échec. L'Armée rouge reprend ainsi peu à peu tous les territoires qu'elle a dû laisser à l'armée allemande depuis 1942 : Léningrad, qui a subi un siège de 900 jours, est dégagée.

La bataille de l'Atlantique

Pour aider les Soviétiques et le Royaume-Uni, l'acheminement du matériel du prêt-bail est indispensable. Les 48 milliards de dollars accordés aux pays alliés par Washington sous la forme de matériels militaires – Jeeps, tanks, avions, armes, vêtements… – impliquent

le lancement d'une nouvelle génération de navires – le Liberty ship – mais cet acheminement se heurte aux attaques systématiques de la Kriegsmarine.

De janvier à mars 1943 l'amiral Dönitz lance des attaques massives de sous-marins dans l'Atlantique-nord, coulant jusqu'à 590 234 tonneaux en mars 1943. Pourtant, dès le mois d'avril 1943, le tonnage détruit diminue de moitié tandis que 43 sous-marins allemands sont coulés. Les raisons de ce retournement sont à rechercher dans la supériorité technologique des Américains et des Anglais qui réussissent, en 1943, à casser les codes allemands de communication et accomplissent de grands progrès dans la détection des submersibles grâce à l'emploi du sonar. Le 25 mai, la Kriegsmarine doit se replier sur l'Atlantique-Sud. Plus grave encore, elle ne peut plus compter sur la maîtrise de la mer en Europe du Nord : la perte en septembre de deux de ses cuirassés : le Tirpitz et le Scharnhorst (le premier endommagé et le deuxième coulé), ouvre la route aux convois de la Royal Navy, qui peuvent acheminer, via Mourmansk, l'aide américaine du prêt-bail en limitant leurs pertes.

Le rôle de l'innovation dans la victoire finale ne cesse de se renforcer. C'est en 1943 qu'Alan Turing conçoit le premier calculateur électronique « Colossus », destiné à décrypter les messages allemands codés sur la machine Enigma. En août de la même année, les Anglais et les Américains unissent leurs efforts dans le projet Manhattan, destiné à mettre au point une bombe atomique : 24 savants, appartenant à 13 nationalités différentes, sont alors impliqués dans le projet. La plupart sont des Juifs émigrés d'Europe.

L'Allemagne sous les bombes

1943 est l'année de la guerre totale en Allemagne. Au prix de pertes immenses, les bombardiers alliés larguent 135 000 tonnes de bombes sur Lubeck, Rostock, Brème, Stuttgart, Nuremberg, les agglomérations de la Ruhr, Hambourg et Berlin, bombardées à partir de novembre 1943. La production de guerre allemande ne diminue pourtant pas. Albert Speer, alors ministre de l'armement du Troisième Reich, pilote une économie de guerre où il utilise toute la main d'œuvre disponible : partout dans l'Europe occupée, des travailleurs forcés doivent partir pour l'Allemagne. En avril 1943, 200 000 prisonniers français sont « transformés » en travailleurs civils avec l'accord du gouvernement de Vichy. 300 000 prisonniers russes – dont des francs-tireurs qui devaient être fusillés – sont envoyés dans les mines de charbon.

Tirailleurs dans la vallée de l'Oued-el-Kébir (secteur de Robaa ou du Djebel Mansour), mars 1943.
© Auteur inconnu/ECPAD/Défense

La Shoah en 1943

Les liquidations des grands ghettos et les rafles se poursuivent et alimentent cette machine de guerre : les déportés juifs aptes au travail sont utilisés pour l'économie de guerre, où ils gagnent un maigre sursis. À l'arrivée des trains de la mort d'Auchwitz-Birkenau, hommes et femmes valides sont séparés de leurs proches – enfants, malades ou personnes âgées qui prennent directement la direction des chambres à gaz – et sont affectés dans des usines ou des commandos. Les privations et le travail exténuant ne leur laissent le plus souvent que quelques mois de survie.

Des révoltes ont lieu, dont la plus célèbre est celle du ghetto de Varsovie. Le 18 janvier 1943, deux organisations clandestines juives s'opposent par les armes aux déportations et celles-ci sont suspendues jusqu'à ce qu'Hitler décide la destruction totale du ghetto. Pendant un mois, du 19 avril au 16 mai 1943, 2 000 policiers et SS équipés de chars et de lance-flammes combattent la résistance armée. Un des chefs de l'insurrection dira : « Nous ne voulons pas sauver notre vie. Aucun de nous ne sortira vivant. Il s'agit simplement de sauver notre dignité d'hommes. » Au terme de combats acharnés, le ghetto est détruit, les maisons incendiées et dynamitées avec les derniers résistants. C'est lors de ces événements qu'un policier nazi prend une photo, montrant un enfant les mains levées, et un groupe de femmes et enfants poussés hors de leur cachette. Cette photo, présentée au procès de Nuremberg, incarne l'horreur de la Shoah.

La campagne de Tunisie et la libération de l'Afrique

Cette mobilisation de toutes les forces du Reich n'empêche pas le recul inexorable de la puissance allemande et de leurs alliés italiens.

La Tunisie, qui était sous l'autorité du gouvernement de Vichy, a été occupée par l'armée allemande après le débarquement anglo-américain de novembre 1942. Après

Déportation de Juifs après le soulèvement du ghetto de Varsovie, mai 1943.
© akg-images

avoir hésité, les troupes vichystes du général Barré, qui s'étaient portées sur la dorsale montagneuse tunisienne pour s'opposer aux troupes anglo-américaines, se sont finalement retournées contre l'Allemagne et le front s'est stabilisé pendant tout l'hiver le long de cette ligne. Dès le mois de janvier 1943, les Britanniques s'emparent de Tripoli en Libye et menacent les troupes germano-italiennes au Sud de la Tunisie. Les combats opposent les forces de l'Allemagne nazie (80 000 hommes) et de l'Italie fasciste (110 000 hommes) aux forces alliées composées de 130 000 soldats britanniques, de 95 000 soldats américains et d'environ 75 000 soldats de l'armée d'Afrique et des Forces françaises libres. La campagne débute par des succès des forces de l'Axe, mais la supériorité numérique et matérielle des Alliés s'impose au printemps. Le 13 mai 1943 les forces germano-italiennes de Tunisie capitulent, laissant 275 000 prisonniers de guerre.

La guerre de Tunisie est le baptême du feu pour les troupes américaines dont Rommel avait constaté l'inexpérience – que Eisenhower confesse bien volontiers – mais aussi la puissance matérielle : pour leur attaque finale les Alliés disposent de 400 chars, les Italo-Allemands de 100 seulement. Ainsi l'Axe doit quitter l'Afrique. Mais la guerre a semé les graines de la future révolte contre le colonisateur : en janvier 1943, le leader du Néo-Destour, Habib Bourguiba, prend parti pour les troupes de l'Axe qui viennent d'occuper la Tunisie et déclare qu'il est du côté des puissances qui lui accorderont l'indépendance. Il est destitué et remplacé par le bey de Tunisie après la capitulation des troupes de l'Axe, mais son mouvement ne meurt pas, pas plus que le désir d'indépendance.

La chute de Mussolini et le début de la campagne d'Italie

La chute de la Tunisie rapproche la guerre de l'Italie : le 7 juillet, les Alliés débarquent en Sicile ; le 19 juillet, leur aviation bombarde Rome, ce qui pousse le roi à demander la formation d'un nouveau gouvernement. Dès le 25 juillet, le grand conseil fasciste démet Mussolini qui est arrêté. Le maréchal Badoglio devient chef du gouvernement italien et dissout le parti fasciste. Mais, en septembre, l'Allemagne réagit en occupant toute l'Italie (sauf le Sud de la Péninsule) et délivre Mussolini qui est proclamé chef d'une « République sociale italienne » totalement inféodée aux nazis.

Pendant dix-huit mois, la guerre ravage l'Italie, opposant le Nord fasciste, et le Sud qui se rallie aux Alliés et acquiert le statut de cobelligérant. À l'automne, le front se stabilise au Sud de Rome, le long de la ligne Gustav qui a été fortifiée par l'organisation Todt. Plusieurs débarquements ont lieu et Naples est libérée le 1er octobre. Le 13, le nouveau gouvernement italien dirigé par Badoglio déclare la guerre à l'Allemagne.

Les événements italiens montrant que Roosevelt est prêt à traiter avec des hommes issus du parti fasciste, Français libres et résistants peuvent craindre, lorsqu'il s'agira d'administrer la France libérée, que les Américains laissent en place des hommes de Vichy et marginalisent les forces qui ont lutté contre l'Allemagne. L'année 1943 est donc cruciale pour la France combattante : il s'agit d'unir ses forces pour préparer la Libération et permettre la création

Après leur débarquement en Corse, les goumiers traversent la ville d'Ajaccio (1943).
© FA/Roger-Viollet

d'un gouvernement provisoire représentatif des hommes et des femmes, mais aussi de toutes les forces politiques qui ont combattu le nazisme.

La France de Vichy sous le joug

Dans la France métropolitaine, totalement occupée depuis novembre 1942, la zone italienne (Nice et le Sud-Est) est envahie par l'armée allemande le 8 septembre 1943, entraînant des rafles chez les Juifs qui y avaient trouvé refuge. Le gouvernement de Vichy doit par ailleurs se soumettre aux exigences croissantes d'une Allemagne qui pressure de plus en plus les territoires occupés. Sur l'ensemble de l'année 1943, les paiements représentent 36 % du revenu national et environ la moitié de la dépense publique française. Berlin exige aussi de Vichy que soient mobilisés les jeunes hommes des classes 40, 41, 42 qui doivent effectuer un service du travail obligatoire (STO) en Allemagne.

Les Français, soumis aux répressions aveugles, au rationnement alimentaire et aux bombardements alliés, sont nombreux à s'opposer, plus ou moins ouvertement, à Vichy et au maréchal Pétain qui ne les a pas protégés. Le 6 janvier 1943, dans la gare de Montluçon, les communistes bloquent un convoi de requis en partance pour l'Allemagne. Les réfractaires au STO rejoignent les maquis. Les Résistants subissent toutefois une répression de plus en plus forte avec, le 30 janvier 1943, la création de la Milice par Joseph Darnand et la mise en place d'une justice d'exception. À la fin de l'année, Pétain accepte le contrôle allemand sur ses actes et le gouvernement de Vichy devient une simple marionnette dans les mains de l'Allemagne nazie.

L'unification de la France combattante

Non sans mal, la Résistance intérieure s'unifie et se coordonne avec la Résistance extérieure, elle-même divisée : le 13 janvier 1943, le général de Gaulle, chef de la « France combattante » (en juillet 1942, la France libre s'est donné le nouveau nom de « France combattante », marquant ainsi sa volonté d'unir l'ensemble de ceux qui, en France comme hors de France, continuent le combat contre l'ennemi) et le général Giraud, commandant en chef civil et militaire en Afrique du Nord, se rencontrent à Anfa. C'est le début d'un processus de rapprochement : le 30 mai, de Gaulle quitte Londres pour Alger où, le 3 juin, est formé un Comité français de libération nationale (CFLN) codirigé par de Gaulle et Giraud. Ce comité, embryon d'un gouvernement provisoire, est reconnu par les trois grands alliés le 3 août.

Au CFLN, Giraud s'occupe des affaires militaires et négocie à Washington le rééquipement de l'armée d'Afrique et sa reprise du combat. De Gaulle en assume la direction politique et cherche à donner des gages de démocratie et de représentativité en y intégrant des hommes politiques venus d'horizons différents qui doivent s'appuyer sur une assemblée consultative provisoire, convoquée le 17 septembre 1943.

**Groupe du maquis de Vachères-en-Quint (Drôme), 1943/1944.
Don de madame Poncet de Sainte Croix.**
© Service historique de la Défense,
fonds du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale

Des événements de l'année 1943 comme la Libération de la Corse en septembre, avec l'accord de Giraud mais sans que de Gaulle ait été mis au courant, amènent une marginalisation de Giraud qui abandonne ses fonctions au sein du CFLN, le 27 septembre. L'intégration des troupes de la France libre et de celles de l'armée d'Afrique est entamée à partir de l'été 1943 et se traduit, le 20 novembre 1943, par la création à Alger de la direction générale des services secrets (DGSS), destinée à fusionner services secrets gaullistes et giraudistes.

Jean Moulin et l'unification de la Résistance intérieure

L'année 1943 marque aussi l'unification de la Résistance intérieure sous l'impulsion de Jean Moulin : retourné à Londres en février 1943, après avoir réalisé l'union, dans les mouvements unis de la Résistance (MUR), des mouvements non communistes de la zone Sud, il revient en France dès la fin du mois pour parachever l'unité en l'étendant à la zone Nord et à l'ensemble des organisations résistantes. Au même moment, deux autres émissaires de la « France combattante » sont parachutés en zone Nord : Passy-Dewavrin et Pierre Brossolette. Même si quelques chefs de mouvements de zone Sud, comme Henri Frenay, montrent des réticences envers de Gaulle, celui-ci est reconnu par un Conseil national de la Résistance (CNR) qui se réunit pour la première fois le 27 mai 1943 à Paris. Présidé par Jean Moulin, le CNR regroupe des représentants de tous les mouvements importants des deux zones, des partis politiques – communistes compris – et des deux centrales syndicales ouvrières.

Ces manœuvres d'unification n'ont pas échappé aux forces de répression et les arrestations se multiplient parmi les chefs des réseaux. N'ayant pas voulu se mettre en sécurité à Londres, Jean Moulin est arrêté le 21 juin 1943, à Caluire, par la Gestapo dont le chef à Lyon est Klaus Barbie. Longuement torturé, il garde le silence et meurt le 8 juillet 1943 dans le train qui le déporte en Allemagne. Sa mort est une tragédie pour la Résistance intérieure mais n'empêche pas les mouvements de continuer à se structurer avec la création, le 25 août, des délégués militaires régionaux qui doivent coordonner les actions militaires.

La conférence de Téhéran et ses ambigüités

L'année 1943 entamée par la conférence d'Anfa, se clôt avec la conférence de Téhéran (entre le 28 novembre et 1er décembre 1943) où, pour la première fois, les trois « Grands », Churchill, Roosevelt et Staline, se rencontrent. Roosevelt s'engage à lancer un débarquement sur les côtes françaises en 1944 et cherche à faire accepter par l'URSS le principe d'une organisation des Nations Unies, avec un conseil de sécurité restreint, apte à maintenir la paix. Il accède donc, pour obtenir son accord, à certaines demandes de Staline : en Asie, octroi d'une base navale à l'Ouest de la Corée, annexion du Sud de Sakhaline et des îles Kouriles, en Europe, annexion de Königsberg et déplacement de la frontière polonaise vers l'Ouest.

Les bases du monde de l'après-guerre – et de la guerre froide – sont désormais en place. ■

De gauche à droite : le général français Henri Honoré Giraud, le président américain Franklin D. Roosevelt, Charles de Gaulle et le Premier ministre anglais Winston Churchill. Conférence de Casablanca, janvier 1943.
© akg-images

Sylvie Zaidman

JEAN MOULIN

Le 21 juin 1943, Jean Moulin est arrêté par la Gestapo à Caluire-et-Cuire, en banlieue lyonnaise. Sylvie Zaidman, directrice du musée de la Libération de Paris – musée du général Leclerc – musée Jean Moulin, revient sur la personnalité et l'itinéraire du héros de la Résistance.

Jean Moulin est un personnage à multiples facettes. Comment les résumer et qui était-il au juste ?

Il est possible d'approcher quelques aspects de la personnalité de Jean Moulin mais bien d'autres demeurent impénétrables. Il y a le jeune méridional, passionné de dessin, gai, sportif, ami fidèle, fils et frère affectueux. Il y a le fonctionnaire sérieux et méticuleux, qui fait une belle carrière dans l'administration préfectorale. Il y a aussi l'ami de Pierre Cot, l'observateur politique révolté par les émeutes de 1934, qui mène secrètement l'aide du gouvernement de Front populaire à la République espagnole en 1936. Mais son engagement total dans la Résistance est bien au-delà des activités de sa vie d'avant-guerre.

Quel rôle a-t-il joué au sein de la Résistance pendant l'année 1943 ?

On sait, grâce à son manuscrit *Premier Combat*, combien il a été touché par la débâcle et par l'exode. La brutalité des Allemands à son égard l'amène à tenter de se suicider pour éviter le déshonneur. Ses premiers contacts avec des résistants datent de fin 1940 et début 1941. Le 25 octobre 1941, à Londres, le général de Gaulle en fait son représentant personnel chargé d'organiser la Résistance en zone sud et ses contacts avec la France libre. Parachuté dans la nuit du 1er au 2 janvier 1942, Moulin mène sa mission avec quelques résistants, malgré les dangers et la méfiance des mouvements de Résistance. Le 9 février 1943, mêlant plaisir et protection de ses activités clandestines, il ouvre une galerie à Nice. Quelques jours plus tard, en Angleterre, le général de Gaulle le charge de réunir les mouvements de Résistance, les anciens partis politiques et les syndicats pour obtenir leur soutien. Le premier conseil national de la Résistance se tient en plein Paris occupé le 27 mai 1943. Parvenir à réunir les représentants est extrêmement difficile. Mais pour de Gaulle, c'est un précieux appui politique.

Dans quelles circonstances trouve-t-il la mort ?

Comme le dit Daniel Cordier, son secrétaire, Jean Moulin était un homme traqué. Il sait que son arrestation n'est qu'une question de jours. Le 21 juin 1943, une réunion de représentants des mouvements de la Résistance est prévue à Caluire, près de Lyon. Moulin et les autres participants sont arrêtés. Torturé par la Gestapo de Lyon puis par celle de Paris, il meurt lors de son transfert en Allemagne, le 7 ou 8 juillet. Son corps est incinéré. Ses cendres sont transférées au Panthéon en 1964.

De quels objets la collection relative à Jean Moulin est-elle constituée ?

Le musée conserve des collections exceptionnelles, issues d'une part du legs d'Antoinette Sasse, d'autre part de legs et de dons de la famille de Jean Moulin. Antoinette Sasse, peintre et amie de Jean Moulin, a légué ses biens et ses archives à la ville de Paris pour créer le musée Jean Moulin. Suzanne Escoffier et Andrée Dubois, les cousines du Résistant, ont fait des legs et dons des archives de sa sœur, Laure Moulin. La famille nous a aussi donné des objets personnels, dont le fauteuil et le cendrier exposés dans le musée.

Le musée met-il en place une programmation spécifique dans le cadre des 80 ans de son arrestation et de sa mort ?

Une belle exposition réalisée par Christine Levisse-Touzé ayant été présentée au musée il y a dix ans, nous avons fait le choix de ne pas en proposer une autre. De ce fait, nous pouvons prêter nos collections. Nous sommes partenaires de l'exposition qui se tiendra au Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation à Lyon en 2023. C'est une programmation spéciale que le musée va proposer aux jeunes, et bien sûr au grand public. Nous soutenons des initiatives menées en milieu scolaire sur Jean Moulin et sur la Résistance. Et au printemps 2023, le public pourra découvrir le Résistant autrement : des visites guidées des collections axées sur Jean Moulin, un spectacle déambulatoire dans nos espaces, des projections… Je n'en dévoile pas plus, rendez-vous dans quelques semaines sur notre site Internet (cf. flash code) pour en connaître le détail !

Autoportrait de Jean Moulin, crayon sur papier beige, 1928.
© Musée de Béziers

POUR EN SAVOIR PLUS

Vladimir Trouplin
Conservateur au musée de l'Ordre de la Libération

L'ORDRE DE LA LIBÉRATION ET LA MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE

L'année 2023 marquera le 80e anniversaire de la médaille de la Résistance française, seule distinction (avec la croix de la Libération) créée par le général de Gaulle durant la guerre. L'Ordre de la Libération, qui héberge dans ses locaux les services de la médaille, se prépare ainsi à célébrer cet anniversaire.

Façade de l'Ordre de la Libération et de son musée, Hôtel national des Invalides.
© Ordre de la Libération

Dès 1942, le général de Gaulle envisage d'instaurer une décoration alternative à la croix de la Libération qu'il a créée en novembre 1940. La médaille de la Résistance française est instituée à Londres le 9 février 1943. « Destinée à reconnaître les actes remarquables de foi et de courage qui, en France, dans l'Empire et à l'Étranger, auront contribué à la Résistance du peuple français contre l'ennemi et contre ses complices depuis le 18 juin 1940 », cette dernière ne reconnaît pas seulement les titres des résistants de l'intérieur ; elle récompense également le ralliement de troupes, navires, avions ou territoires à la France libre ainsi que les importants services rendus à la France combattante.

Alors qu'en métropole les Mouvements unis de Résistance viennent de se constituer et que le Parti communiste vient d'adhérer à la France combattante, la création de la médaille de la Résistance s'inscrit dans le processus de reconnaissance et d'unification de la Résistance, au moment où le chef des Français libres voit sa légitimité contestée par le général Giraud, soutenu en Algérie par les Américains.

La médaille de la Résistance française est donc née d'une triple nécessité. D'abord celle d'établir dans le champ de l'économie morale de la reconnaissance de l'État une nouvelle décoration devant témoigner, en récompensant ses meilleurs éléments, du combat inédit mené par la France combattante. Ensuite, celle d'ouvrir plus largement ce champ de la reconnaissance, au-delà de la croix de la Libération, dont l'attribution devait rester exceptionnelle. Et enfin de faciliter l'union des résistances intérieure et extérieure sous l'autorité du général de Gaulle. C'est d'ailleurs lui qui consacre le lien organique entre l'Ordre de la Libération et les médaillés de la Résistance française en conférant au premier le service des seconds.

La médaille de la Résistance, qui figure au 10e rang des décorations françaises, est, depuis le 1er avril 1947, accordée uniquement à titre posthume et selon des conditions très précises. À ce jour, 64 963 médailles ont été décernées (8,7 % à des femmes). Elle a également été conférée à 18 collectivités territoriales (17 communes de métropole et la Nouvelle-Calédonie), à 22 unités militaires et à 15 autres collectivités (lycées, hôpitaux, couvents, etc.).

L'Ordre de la Libération s'efforce depuis plusieurs années de mieux faire connaître les médaillés de la Résistance dont quelques dizaines sont aujourd'hui encore en vie. En 2023, l'Ordre éditera une brochure historique, publiera un article scientifique à partir d'un échantillon de 2 000 médaillés, mettra progressivement en ligne sur son site Internet des parcours de médaillés et lancera une collecte nationale d'archives privées afin de renforcer les fonds documentaires nécessaires à l'étude des médaillés de la Résistance française. Autant d'initiatives visant à mettre en lumière ces hommes et ces femmes de l'ombre… ■

POUR EN SAVOIR PLUS

L'équipe de classe défense et citoyenneté

UN MUSÉE VIRTUEL À VISÉE PÉDAGOGIQUE

À l'occasion du 80e anniversaire des premiers combats du régiment Normandie-Niémen et de l'un de ses pilotes, une classe de troisième iséroise a entrepris de créer un musée virtuel. Une manière, pour ces élèves et leurs professeurs, d'utiliser l'outil numérique à des fins mémorielles et de compréhension de l'histoire.

© Le Dauphiné libéré/Pauline Seigneur

Le dimanche 16 octobre 2022, les 28 élèves de la classe de 3e « République Tchèque », classe de défense et citoyenneté du collège Saint Bruno à La Tour du Pin (38), étaient invités par l'association de la chapelle de Cozance à participer à l'hommage rendu chaque année à la mémoire de Roland de la Poype (1920-2012).

Ils ont, à cette occasion, pu avoir un aperçu des multiples facettes de ce héros du « Normandie-Niémen ». Cette découverte s'inscrit dans le cadre de la semaine d'EPI (Enseignements Pratiques Interdisciplinaires) dont le thème est « Roland de la Poype et l'épopée du Normandie-Niémen ». Les élèves se rendront à Paris du 03 au 07 avril prochain, visiteront le musée de l'Ordre de la Libération et le musée de l'Air et de l'Espace, avec en particulier le hall « Normandie-Niémen ». Ils créeront ensuite un musée virtuel avec leurs professeurs d'histoire, Mme Guillaud, de français, Mme Blavin, d'anglais, M. Carradec, ainsi qu'avec le soutien de la professeure documentaliste, Mme Ducarroz. Ce projet, soutenu financièrement par la direction de la mémoire, de la culture et des archives du ministère des Armées, permettra donc aux élèves de travailler plusieurs matières à la fois.

Dans ce musée virtuel, les élèves présenteront le parcours de Roland de la Poype et du régiment « Normandie-Niémen ». Parmi les pièces du musée, l'une sera consacrée à l'année 1943. Si le général de Gaulle a, en effet, souhaité créer une unité d'aviation de chasse française pour combattre aux côtés des Soviétiques dès 1942, et si ce nouveau régiment, qui ne s'appelle alors encore que « Normandie », rejoint bien la base d'Ivanovo, au nord-est de Moscou, le 29 novembre 1942, les 14 pilotes français n'effectuent leur première campagne qu'en 1943, en étant intégrés à la première armée aérienne. Leur engagement représente alors un symbole fort pour les Soviétiques, qui les photographient et les filment pour les besoins de leur propagande. En juillet 1943, les aviateurs français sont engagés dans la bataille d'Orel, lors de l'opération allemande Zitadelle, et perdent cinq des leurs, dont le commandant Tulasne, chef historique du régiment. En octobre 1943, le « Normandie » est fait Compagnon de la Libération par le général de Gaulle après avoir obtenu plus de 50 victoires homologuées. Selon Roland de la Poype, « le groupe sort éprouvé de cette première campagne à la fois victorieuse, glorieuse et tragique », mais les Allemands reculent partout vers l'Ouest.

Les élèves, très impliqués et motivés par le projet, se sont déjà longuement entretenus avec Mme de La Poype, qu'ils rencontreront de nouveau à Paris en avril. Ils mèneront alors une interview, avec des questions qui auront été préparées en amont, et réaliseront une capsule vidéo. L'ensemble sera intégré dans le musée virtuel, qui sera accessible dès le 25 mai 2023.

Grâce à ce projet, les élèves se familiarisent avec un régiment d'exception et découvrent l'engagement, souvent peu connu, de Français libres sur le front de l'Est durant la Seconde Guerre mondiale. La mention « Innovation », créée en 2023, sera par ailleurs attribuée en mai prochain à l'établissement dans le cadre de l'opération interministérielle « Héritiers de mémoire ». ■

OUVRAGES

+ D'EXPOSITIONS
+ D'OUVRAGES
cheminsdememoire.gouv.fr

RENCONTRE AVEC LE GÉNÉRAL DE MONSABERT

À travers ce brillant portrait du général de Monsabert, c'est toute une époque qui nous est contée. Cet homme de guerre, fervent catholique et patriote, d'abord opposé au général de Gaulle, commandera, de 1942 à 1944, la 3e Division d'infanterie algérienne, notamment lors de la campagne d'Italie et la libération de Marseille. Dans cet ouvrage qui se conçoit comme un dialogue intime, l'auteur mêle des bribes de sa vie à celles du général de Monsabert, n'hésitant pas à interpeller directement les acteurs historiques qu'il évoque. Sa plume incisive nous offre une vision intimiste du quotidien des troupes, avec leurs chants, leurs journaux et leurs besoins d'évasion. Trop souvent oubliés, l'armée d'Afrique, ses faits d'armes et ses hommes se dévoilent ainsi au fil du récit.

MAUMET Robert, *Le général de Monsabert - De la campagne d'Italie au débarquement de Provence*, éd. Gaussen, 2022, 256 pages, 18 €.

CHARLES, 12 ANS ET DÉJÀ RÉSISTANT

1943. Paris est occupé et Charles, du haut de ses 12 ans, ne rêve que d'aventure. Vivant avec sa famille au Jardin des Plantes, ce garçon débrouillard côtoie de près les Allemands et découvre notamment les secrets du très inquiétant colonel Kruger. Alors, dès que les circonstances le lui permettent, Charles aide avec détermination l'organisation clandestine résistante dont fait partie Solange, une mystérieuse jeune femme au caractère bien trempé… Ce récit entraînant permettra aux plus jeunes de se familiariser avec la période de l'Occupation, tout en abordant les notions d'engagement et de mémoire. Disposé en fin d'ouvrage, le dossier documentaire rédigé par un historien fournit par ailleurs des repères essentiels à une remise en contexte historique.

MEDINA Florence, TRAMON Mary-Gaël, *Charles, 1943* (dès 8 ans), Poulpe Fictions, 2022, 259 pages, 11,95 €.

L'AUTRE JEAN MOULIN

Un portrait de Jean Moulin qui sort des représentations classiques, voilà ce que propose cet ouvrage joliment illustré. Le personnage ne peut en effet se résumer à son immense courage et à son talent d'organisateur de « l'armée des ombres ». Derrière le résistant, se cache d'abord un enfant qui ne tient pas en place, caricaturant ses professeurs en marge de ses cahiers d'écolier, puis un jeune homme passionné d'art, devenant à l'occasion Romanin, son alter ego artistique. 80 ans après la mort de celui qui se faisait également appeler « Max » ou « Rex », cette biographie est une belle manière de rendre hommage à un homme engagé ayant sacrifié sa vie pour défendre des valeurs.

BRANCIARD Jacques, ERAUD Isabelle, GARNIER Marie, POZAS Ludovic, *Jean Moulin, Un héros de l'ombre*, Du Poutan Eds, 2022, 47 pages, 12 €.

DÉCOUVRIR LE MAQUIS AUTREMENT

1943 est une année charnière pour la Résistance. De nombreux réfractaires au service du travail obligatoire la rejoignent en créant les premiers maquis, terme s'appliquant aussi bien aux groupes de résistants qu'aux lieux reculés qui les abritaient du danger. Cet ouvrage propose de comprendre la structure de cette organisation clandestine, d'appréhender ses caractéristiques et ses membres. D'où venaient ces femmes et ces hommes ? Comment vivaient-ils ? Comment ont-ils composé avec l'environnement rude des montagnes et des forêts ? Autant de questions auxquelles Fabrice Grenard apporte un éclairage nouveau. De nombreux documents d'archives, souvent exclusifs, ponctuent le récit et fournissent des témoignages historiques précieux.

GRENARD Fabrice, *Ils ont pris le maquis*, coédition Tallandier/ministère des Armées, 2022, 192 pages, 26 €.

NOUVELLE MISSION POUR LE « LYNX » !

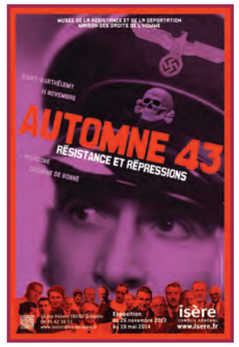
La série « Les Enfants de la Résistance » revient pour notre plus grand plaisir avec un huitième tome dont l'intrigue se déroule en 1943. Le réseau « Lynx », fondé par Lisa, François et Eusèbe, continue son combat, prenant toujours plus de risques au nom de la Liberté. Et justement, nos trois protagonistes font face à un défi de taille : celui de livrer un stock de papier à 250 km de chez eux, qui servira à imprimer des journaux résistants. Ainsi, les auteurs s'attaquent au sujet de la presse clandestine, véritable levier d'action pour lutter contre la propagande nazie. Le dossier pédagogique présent en fin d'ouvrage offre une précieuse vue d'ensemble du rôle de la presse pendant la Seconde Guerre mondiale et du contexte de cette année 1943, qui est aussi celle du développement des grands maquis.

DUGOMIER Vincent, ERS Benoît, *Tome 8 : Les Enfants de la Résistance - Combattre ou mourir*, Le Lombard Eds, 2022, 56 pages, 11,50 €.

EXPOSITIONS

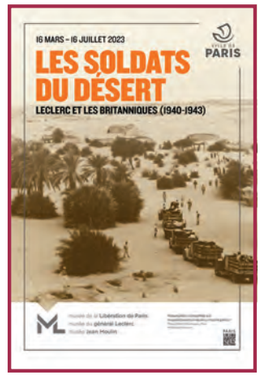
1943 EN ISÈRE

Proposée par le musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, cette exposition itinérante nous plonge 80 ans en arrière. D'abord occupée, après l'armistice de 1940, par les autorités italiennes, la région grenobloise est investie par les troupes allemandes en septembre 1943. À travers 13 panneaux, le public prend connaissance des rafles et menées répressives des troupes d'occupation à l'encontre des Juifs et résistants du département. On peut notamment citer l'opération du 11 novembre, conduite à Grenoble contre des manifestants opposés au régime de Vichy, ou celle de la « Saint-Barthélemy grenobloise », organisée du 25 au 30 novembre contre les chefs de la Résistance iséroise. Mise à disposition des collectivités, des bibliothèques ou des établissements scolaires, cette exposition a vocation à s'exporter dans de nombreux lieux: une belle manière de rendre accessible les témoignages régionaux.



***Automne 43, Résistance et répressions*, exposition itinérante réalisée en 2013 par le musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère. Ouverte au prêt.**

SOLDATS DU DÉSERT



De 1940 à 1943, la France libre du général de Gaulle affronte aux côtés des Britanniques, sur le continent africain, les troupes de Rommel. Du Cameroun au Tchad puis de la Libye à la Tunisie, un homme guidera ces bataillons : Philippe de Hauteclocque, le futur général « Leclerc ». Présentée par le musée de la Libération de Paris - musée du général Leclerc - musée Jean Moulin, cette exposition dévoile aux spectateurs les dessous de l'alliance qui marqua le grand retour de la France dans les combats. 1943 en est un moment charnière, ponctué par des victoires françaises comme celle de Ksar Ghilane, le 10 mars, et la capitulation finale des troupes de l'Axe au Cap Bon en mai 1943.
Les relations entre les Britanniques et la « colonne Leclerc », sont également au cœur du propos, tout comme le quotidien de ces « soldats du désert ».

***Les soldats du désert, Leclerc et les Britanniques (1940-1943)*, du 16 mars au 16 juillet 2023, au musée de la Libération de Paris - musée du général Leclerc - musée Jean Moulin.**

FOCUS

L'annexe abritant la chambre à gaz.
© Photo CERD-Struthof

RÉNOVÉE, L'ANNEXE DU STRUTHOF SE DÉVOILE AU PUBLIC

Construit en Alsace annexée, le camp du Natzweiler ouvre ses portes le 1er mai 1941 au lieu-dit « Le Struthof ». Seul camp de concentration présent sur le territoire national, le lieu est tristement célèbre pour les expérimentations médicales qui y ont été menées entre 1941 et 1945. Plus précisément, c'est en avril 1943 qu'est aménagée, dans une annexe située dans la partie basse du site, la chambre à gaz où eurent lieu ces sordides recherches. En travaux depuis 2021, l'annexe a été rénovée et a rouvert ses portes le 25 novembre 2022. Les visiteurs peuvent ainsi y découvrir une muséographie relative aux recherches scientifiques nazies ayant eu lieu sur place. Une partie est notamment dédiée aux expériences menées par le professeur de médecine interne Otto Bickenbach sur le gaz phosgène. Le parcours de vie et l'assassinat des 86 personnes gazées ici en août 1943, dans le but de constituer une collection de squelettes juifs, sont également présentés.

POUR EN SAVOIR PLUS

CHARLES DELESTRAINT

(1879-1945)

CHEF DE L'ARMÉE SECRÈTE

80e ANNIVERSAIRE

de son arrestation par la Gestapo

© Service historique de la Défense

UNE OPINIÂTRE RÉSISTANCE ALLEMANDE QUI NE S'ACHÈVE QU'EN 1945

De Salerne à Rome, les Alliés ont perdu 125 000 hommes. Un ratio considérable pour 370 000 soldats engagés. Mais rien n'est encore terminé car la campagne d'Italie ne s'éteint pas avec la prise de la capitale. Les Allemands arrêtent leur retraite précipitée à 120 km de Rome. Les 28 divisions aux ordres du général Kesselring entendent fermement y barrer aux Alliés la route du sud de l'Europe. Réengagés dans le Latium, les hommes de Juin s'emparent de Bolsena, puis foncent en Toscane tandis que ceux de De Lattre, le 18 juin, conquièrent l'île d'Elbe au prix de 200 tués. Sienne sera leur dernier trophée, conquis le 3 juillet. Les troupes françaises sont peu à peu retirées : le débarquement en Provence les attend. Ce sont les Alliés seuls qui entrent dans Florence le 11 août, mais la suite est calamiteuse, les Allemands étant aidés par le relief et l'hiver. Bologne ne tombe que le 21 avril 1945, la capitulation intervient le 2 mai. Entretemps, les

© Jacques Belin/ECPAD/Défense

Français ont repris pied en Italie. Après avoir nettoyé les Alpes des derniers bastions ennemis, ils ont en effet franchi la frontière pour, selon les mots de De Gaulle, « laver sur le terrain les outrages naguère subis ». Ces derniers combats, souvent féroces, permettront à la France de s'agrandir de 709 km² à la faveur du traité de paix signé avec l'Italie, le 10 février 1947.

UNE MÉMOIRE PARTAGÉE

La campagne d'Italie est damnée depuis sa naissance. Malgré les immenses sacrifices qui y ont été consentis, malgré la folie et le génie de certaines de ses batailles, l'oubli s'empara d'elle, ses canons pas même refroidis. À l'international, cela tint à l'écrasante concurrence du débarquement en Normandie. S'ajouta en France le fait que les troupes aux ordres du général Juin ne s'inscrivaient pas dans la geste gaullienne triomphante de l'après-guerre. Le dénigrement s'est ensuite substitué à l'oubli. La littérature n'évoque le plus souvent qu'une campagne « sanglante » et « inutile ». « Sanglante », elle le fut : 435 000 tués, blessés et disparus côté allemand, 312 000 côté allié. 7 485 morts chez les Français pour 120 000 hommes engagés, un pourcentage supérieur à 1914-1918. Mais une campagne « inutile » ? Le régime fasciste, au pouvoir depuis 20 ans, fut déboulonné. Plus d'une vingtaine de divisions ennemies furent fixées dans la péninsule, qui manquèrent en France et dans l'est de l'Europe. L'Italie permit enfin de confirmer qu'en dépit de l'écroulement de 1940, la France demeurait une grande nation militaire. Le pont du Garigliano à Paris, les cimetières à Rome et Venafro le célèbrent chacun à sa manière, chaque jour, dans le silence.

© Alexandra Derveaux

BIOGRAPHIES

© Auteur inconnu/ECPAD/Défense

Alphonse Juin (1888 – 1967)

« L'Histoire jugera », répétait le général Juin. Ses détracteurs se plaisent donc à ne retenir de lui que trois faits, tous survenus… en juin. Juin 1940 : commandant la 15e DIM, il est capturé à Lille. Juin 1941 : il est libéré et s'entretient avec Goering, à Berlin, le 20 décembre suivant. Juin 1942 : il reçoit le commandement de l'armée d'Afrique du Nord qui, cinq mois plus tard, tire sur le débarquement allié… « Fils de soldat, préféra ainsi dire à sa mort Pierre Messmer, Alphonse Juin, partout et toute sa vie, fut avant tout un soldat ». Et quel soldat : major de Saint-Cyr en 1911, intrépide lieutenant de la pacification du Maroc, puis de la Grande Guerre (où il perdit l'usage du bras droit), parfait tacticien qui sauva une part de l'honneur français en mai 1940 et une autre lors de la libération de la Tunisie en 1943, enfin immense stratège de la campagne d'Italie. Juin fut aussi résident général au Maroc de 1947 à 1951, conseiller de tous les gouvernements de la IVe République, auteur de plusieurs livres, académicien, la voix de la France à l'OTAN, un des artisans de l'arme nucléaire nationale… Mais peut-être par-dessus tout, apporta-t-il la preuve si utile à la République française que le fils d'un gendarme et d'une couturière pouvait lui aussi prétendre à un grand destin.

Mohamed Bel Hadj (1904 – 1945)

Né à Saïda (Algérie) en 1904, Mohamed Bel Hadj s'engage en 1923 et sert jusqu'en 1940 en Afrique du Nord et au Levant dans des régiments de tirailleurs algériens. Sergent-chef, il combat en Syrie les forces anglo-gaullistes avec l'armée du Levant et est blessé par éclat d'obus, le 19 juin 1941, devant Merdjayoum.

Ayant choisi la France libre en août 1941, il est promu adjudant et devient un cadre de la 22e compagnie nord-africaine (CNA). Il combat en Libye avec la 1re brigade du général Koenig et, à Bir-Hakeim en juin 1942, il sauve par deux fois son commandant de compagnie. En juillet 1943, la 22e CNA devient le 22e bataillon de marche nord-africain avec lequel il est engagé en Italie d'avril à juin 1944. Comme adjudant-chef, il débarque en Provence le 17 août 1944 et prend part aux opérations de libération de la Provence et de la vallée du Rhône. En novembre 1944, Mohamed Bel Hadj est nommé sous-lieutenant.

Le 9 janvier 1945 dans le Bas-Rhin il saute sur une mine et, mortellement blessé, dit au médecin : « Le lieutenant Bel Hadj va mourir, mais cela ne fait rien. Vive la France ! ». Mohamed Bel Hadj, compagnon de la Libération à titre posthume, titulaire de la médaille militaire et de la croix de guerre 39/45, est inhumé au cimetière national de Sigolsheim (Haut-Rhin). Il fait partie des 15 compagnons de la Libération dont le visage reste aujourd'hui inconnu.

CAHIER DÉTACHABLE • LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE #281 • HIVER 2023

Auteurs : Jean-Christophe Notin, historien
Vladimir Trouplin, conservateur au musée de l'Ordre de la Libération

Réalisation et impression : COMMISSARIAT DES ARMÉES - IR - PG TULLE

EN COUVERTURE

Représentation de la campagne d'Italie. Village de Carpineto.
Aquarelle réalisée entre 1943 et 1944 par Roger Jouanneau-Irriera.
© Paris - Musée de l'Armée, Dist. RMN-Grand Palais / image musée de l'Armée

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

281
HIVER 2023

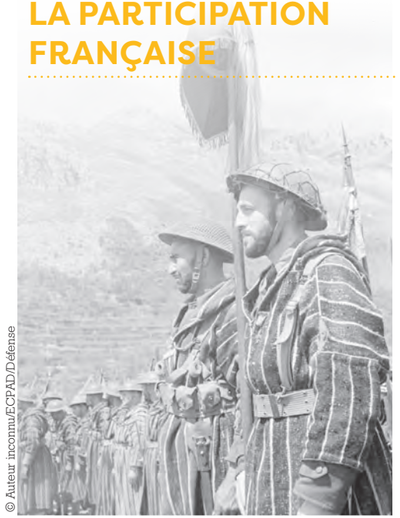
LA CAMPAGNE D'ITALIE

UNE PUBLICATION DU MINISTÈRE DES ARMÉES : SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DIRECTION DE LA MÉMOIRE, DE LA CULTURE ET DES ARCHIVES

LE PREMIER DÉBARQUEMENT ALLIÉ SUR LE SOL EUROPÉEN

Nous sommes en janvier 1943. Roosevelt a traversé l'Atlantique pour une conférence capitale à Casablanca avec Churchill, qui doit décider du lieu des futures opérations militaires. Il y a urgence pour le grand absent, Staline, qui réclame l'ouverture en Europe d'un second front afin de soulager ses armées. Pendant dix jours, les débats sont âpres. Les Américains, rejoints par les Soviétiques, voudraient rapidement agir au plus près de l'Allemagne, sur les côtes françaises donc. Les Britanniques jugent pareil débarquement prématuré. Une allégorie de leur Premier ministre va hanter les états-majors interalliés : selon Churchill, plutôt que la gueule du « crocodile » européen, la France, il faut viser son « ventre mou », l'Italie, et dès cette année afin de ne pas laisser de répit à l'ennemi après sa défaite annoncée en Tunisie. Une perte de temps et de matériel, s'étouffent les stratèges américains, pressés d'avoir les mains libres pour le Pacifique, leur véritable priorité depuis Pearl Harbor. Mais Churchill se montre le plus habile. Il arrache tout d'abord un assaut sur la Sicile, puis en mai un débarquement dans la péninsule, enfin ce sera la conquête de Rome…

LA PARTICIPATION FRANÇAISE


© Auteur inconnu/ECPAD/Défense

La conférence de Casablanca se penche aussi sur la participation de la France à la libération de l'Europe. Longtemps seuls en lice, les Français libres ont désormais été rejoints par l'ex Armée d'Afrique. Les Britanniques se méfient d'elle en raison de sa fidélité à Vichy jusqu'à l'opération Torch. De leur côté, les Américains sont d'autant plus enclins à la soutenir qu'elle démontre en Tunisie une vaillance exceptionnelle au prix de 2 200 morts et plus de 10 000 blessés. Finalement, Roosevelt ordonne d'équiper 8 divisions françaises d'infanterie, 3 divisions blindées, 500 chasseurs et 300 bombardiers… Vingt classes d'Européens sont mobilisées mais les effectifs seront constitués à 60 % d'Algériens, Marocains, Tunisiens, « Sénégalais » (c'est-à-dire Tchadiens, Maliens, Ivoiriens…). Le temps de les équiper et de les entraîner, seul le 4e tabor du capitaine Verlet est engagé en Sicile, totalement évacuée par l'ennemi le 17 août 1943. Aucun Français, ensuite, pour les débarquements alliés de septembre, à Salerne et en Calabre. Ce n'est qu'en novembre qu'une seule division, la 2e d'infanterie marocaine (DIM), renforcée de goumiers, est alignée à la charnière de la Ve armée américaine et de la VIIIe armée britannique. Elle est vite rejointe par d'autres. Au total, le général Juin disposera d'un peu plus de 120 000 hommes formant le « corps expéditionnaire français ».

DES COMBATS ÉPROUVANTS

L'arrivée des Français est un marqueur de la férocité de la campagne d'Italie. Hier réticents, les Alliés précipitent l'engagement de la 2e DIM au vu de leurs pertes effroyables depuis Salerne. Car même abandonnés par le régime fasciste italien, qui a capitulé le 25 juillet, les Allemands n'entendent rien lâcher. Appuyées sur les Abruzzes et les cours d'eau, leurs lignes de défense lacent fermement la botte italienne sur toute sa longueur. Sans doute le meilleur tacticien français de la guerre, disposant de troupes expertes dans le combat de montagne, Juin voit très vite les failles du dispositif ennemi et les lacunes de la stratégie alliée. Mais il sait aussi le poids de la défaite de 1940 et opte pour l'humilité. Durant tout l'hiver, ses troupes se conforment aux plans alliés qui sont une succession d'attaques frontales et sanglantes. Le terrain est conquis mètre après mètre pour venir buter en janvier sur la ligne Gustav, adossée au Garigliano. Des dizaines de milliers d'hommes y perdent encore la vie. En avril, estimant l'honneur de l'armée française lavé dans le sang versé, Juin convainc les Alliés d'une manœuvre exemplaire d'audace et d'inventivité, visant à contourner la vigie de Monte Cassino par des sentiers escarpés. Enclenchée le 11 mai 1944 sous un déluge d'artillerie, la « furia francese » ouvre aux Alliés la route de Rome qui est conquise le 5 juin.

© Auteur inconnu/ECPAD/Défense